

NOT TO BE MICROFICED

MUNICH, 9 June 1972 (CAA). The following article by Christian Hebert appeared in the June 11 issue of Le Nouvel Observateur.

● Roger Garaudy eut longtemps, au bureau politique du parti communiste, la responsabilité des questions idéologiques. Son exclusion en 1970, à la suite de l'affaire tchécoslovaque, lui donna la possibilité d'exprimer des idées qu'il n'avait pu, jusque-là, développer au grand jour. D'où un premier livre, « Rencontre de l'espoir ». Celui qu'il nous donne aujourd'hui, « L'Alternative », va beaucoup plus loin. Mais dans quelle direction ? C'est ce que nous lui avons demandé.

● Roger Garaudy, vous avez, en quelques années, publié un nombre impressionnant de livres. Ils s'ordonnent autour de plusieurs grands thèmes : la crise du monde communiste, l'importance du renouveau chrétien, la dénonciation du positivisme, les possibilités offertes par la révolution scientifique et technique, la nécessité de constituer un « bloc historique » autour de la classe ouvrière. Dans votre dernier ouvrage, « L'Alternative » (1), avez-vous changé de thèmes ou les avez-vous développés différemment ?

ROGER GARAUDY. — Ce qu'il y a de nouveau dans l'effort que j'ai entrepris, c'est que je ne me définis plus seulement de façon critique à l'égard des formations politiques existantes et des formes de socialisme déjà réalisées. Je tente de poser une alternative, non plus sous une forme polémique mais sous une forme constructive, et cela en partant d'une réflexion sur les défis lancés par la jeunesse dite « gauchiste ».

● Vous parlez à ce propos d'un « essai de lecture et de déchiffrement » du mythe de la jeunesse...

R. G. — Exactement. Il faut examiner ce que cette jeunesse dénonce et ce qu'elle annonce. Cela nous amène à dépasser la critique purement économique du système capitaliste et du système techno-bureaucratique de type stalinien pour nous soucier, à la fois, de l'absence de finalité humaine qui caractérise ces deux systèmes et du dualisme « dirigeants-dirigés » par lesquels ils se sont imposés d'en haut et du dehors.

A partir de là, je pose d'une ma-

nière nouvelle le problème du « bloc historique ». Il ne s'agit plus de reprendre les schémas établis par Marx. Les mutations scientifiques et techniques qui font de la science une force directement productive nous obligent à repenser la théorie de la valeur, la conception traditionnelle de la formation de la plus-value et, par là même, cette loi fondamentale pour Marx qu'est la loi de la baisse tendancielle du taux du profit et qui l'amenait à prédire l'inévitable effondrement du capitalisme. J'ai esquissé cet effort théorique, non pas contre Marx mais en m'appuyant sur ses analyses fondamentales et en soulignant les limites historiques qu'il avait lui-même assignées à la validité des lois énoncées dans « le Capital ».

● Curieusement, cette « révision » ne vous a pas éloigné mais plutôt rapproché du maoïsme.

R. G. — J'ai cherché à définir ce que pourrait être la transposition de l'expérience de la « révolution culturelle » dans un pays hautement développé. J'avais déjà tenté de le faire dans un précédent livre mais il s'agit, aujourd'hui, de traduire Mao dans le langage d'une société occidentale. Il y a là un nouveau pas à faire comme il y en a un à faire pour déterminer ce qui est l'apport des chrétiens au mouvement révolutionnaire. Il me semble qu'une nouvelle rencontre est devenue possible par la double crise du marxisme et du christianisme traditionnels. Il faut sortir du dilemme religion opium du peuple ou socialisme positiviste. J'ai essayé de poser le problème sous sa forme la plus aiguë : les principes de l'action révolutionnaire ne seraient-ils pas, finalement, des postulats bibliques ?

● Il ne s'agit plus ici simplement d'une révision mais d'une conversion. Vous avez écrit : « C'est un bouleversement re-

doutable, dans la vie de l'homme, après avoir professé l'athéisme pendant tant d'années, de découvrir le chrétien que l'on porte en soi et que l'on n'a peut-être jamais cessé de porter. » Vous avez ajouté que « le moment prophétique est un moment nécessaire de toute pédagogie comme de toute action révolutionnaire » et que cette action « a encore plus besoin de transcendance que de réalisme ».

Vous voulez, grâce aux progrès de l'informatique, libérer l'enseignement « de tout ce qui est accumulation de savoirs » et faire de l'esthétique et de la prospective les piliers de la nouvelle culture générale. N'y a-t-il pas, dans tout cela, une grande absente, qui est l'histoire ou, si vous préférez, l'analyse historique ?

R. G. — Loin de sous-estimer l'histoire, je lui ai porté, en écrivant mon livre, une extrême attention. J'ai tenté de redéfinir le concept même de politique à partir des réalités du xx^e siècle et non à partir des idéologies du xix^e. Bien entendu, je tiens le plus grand compte des changements rendus possibles par les mutations scientifiques et techniques. Il y a cinquante ans, le système Taylor — c'est-à-dire le système d'organisation mécanique du commandement, la hiérarchie des fonctions ou tout partait d'en haut —, le système Taylor était probablement le plus efficace compte tenu des techniques alors existantes. Lénine en a reconnu les vertus puisqu'il recommandait d'appliquer les méthodes américaines en Union soviétique. Aujourd'hui, l'utilisation des ordinateurs remet en question toute la conception taylorienne de la rentabilité et de la productivité : elle implique dès maintenant une certaine décentralisation des

décisions. Voyez ce qu'on peut lire à ce sujet dans un récent rapport du patronat français ou ce qui a été fait en Suède aux usines Volvo, ou encore ce qui a été dit à Philadelphie lors de la discussion des problèmes actuels de l'automatisation. Nous nous trouvons là, historiquement, devant des conditions techniques nouvelles qui rendent possibles de nouveaux rapports de production. Ce qui me semble être tout à fait dans la ligne de la pensée et de la méthode de Marx.

● Mais les transformations demandent toujours du temps. La division entre tâches de direction et tâches d'exécution ne peut être rapidement effacée. Pas plus que le fameux dualisme « dirigeants-dirigés ». Ne craignez-vous pas qu'un certain « prophétisme » empêche de voir les problèmes concrets ?

R. G. — J'ai écrit qu'une société construite selon les principes de l'autogestion connaîtrait encore des contradictions et des tensions. Le fait nouveau, c'est qu'elles ne seront ni refusées ni résolues d'une manière unilatérale et autoritaire par le fait du prince. Je n'ai jamais dit que l'on pourrait, durant la période de transition, supprimer le principe de la délégation de pouvoirs et, par conséquent, l'aliénation des pouvoirs. Je crois que l'autogestion est un concept limité. C'est l'objectif que nous devons viser. Et l'autogestion n'est possible que dans un régime socialiste. Mais l'expérience de cinquante années en Union soviétique a montré que si l'abolition de la propriété privée des moyens de production était une condition nécessaire du socialisme, elle n'en était pas la condition suffisante. Voilà pourquoi il ne faut pas se contenter de répéter

que la propriété privée des moyens de production est le principal obstacle à toute démocratisation de l'économie. Nous devons considérer qu'il n'y aura pas d'autogestion de l'économie, qu'il n'y aura pas d'autogestion de l'Etat si, dès maintenant, il n'y a pas d'autogestion des luttes sociales et des luttes politiques.

Un parti bureaucratise, centralise, autoritaire, ne pourra construire qu'un Etat centralisé, bureaucratise et autoritaire. Il faut introduire l'autogestion, non pas seulement dans nos objectifs mais aussi dans notre stratégie et dans notre tactique. L'autogestion, par définition, ne peut être programmée ; le problème, à une époque où les changements se produisent à une vitesse vertigineuse, est de créer des structures assez souples pour contrôler et gérer ces changements.

Mon livre pose sans doute plus de questions qu'il n'apporte de réponses. L'essentiel est que les vraies questions soient posées et que s'ouvre une discussion à laquelle participent tous ceux qui ne veulent ni du capitalisme ni des formes bureaucratiques de socialisme. La réponse ne peut être donnée par un seul. L'avenir de tous doit être élaboré par tous. »

TM/1722/72